



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Interdépartemental des routes Centre  
Ouest

## **Réseau Routier National**

---

### **CONCESSION D'UNE AIRE DE SERVICE**

**AIRE DE CHAMPS D'AMOUR  
COMMUNE DE MEUNET-SUR-VATAN**

### **ANNEXE 2 A LA CONVENTION DE CONCESSION :**

### **PROGRAMME FONCTIONNEL CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRE (CCP)**

**Version 0 du 14/04/2025**

## Table des matières

TITRE I – objet, nature et caractéristiques de la concession.....	5
Article 1 – Définitions.....	5
Article 2 – Objet.....	6
Article 3 – Caractéristiques de l’aire concédée.....	6
Article 4 – biens de la concession.....	9
Article 5 – Autorisation d’occupation.....	9
II – travaux.....	10
Article 6 – remise des études et installations.....	10
Article 7 – acquisitions foncières.....	10
Article 8 – maîtrise d’ouvrage.....	10
Article 9 – exécution des travaux.....	11
Article 10 – Sous-traitance.....	15
Article 11 – contrôle et achèvement des travaux.....	15
TITRE III – exploitation, entretien et maintenance de l’aire.....	16
Article 12 – obligations générales en matière d’exploitation, d’entretien et de maintenance. .	16
Article 13 – sécurité, éclairage et circulations sur l’aire.....	19
Article 14 – signalisation réglementaire et commerciale.....	20
Article 15 - fluides et déchets.....	20
Article 16 - respect des enjeux environnementaux, sociaux et économiques.....	21
TITRE IV – Activités et niveau de service.....	23
Article 17 – services obligatoires.....	23
Article 18 – Distribution des sources d’énergies usuelles.....	26
Article 19 – restauration.....	30
Article 20 – boutique.....	32
Article 21 – Vente de boissons alcoolisées.....	33
Article 22 – Hôtellerie.....	33
Article 23 – Autres activités.....	33
Article 24 – Tiers exploitant.....	33
TITRE V – Dispositions financières.....	34
Article 25 – principes.....	34
Article 26 – redevance domaniale.....	34
Article 27 – Garanties financières.....	34
Article 28 – Impôts et taxes.....	34
TITRE VI – Suivi et contrôle de la concession.....	35
Article 29 – rapport d’exécution de la concession.....	35
Article 30 – contrôle de la concession.....	35

Article 31 – écoute des usagers et réclamations.....	35
Article 32 – obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	35
TITRE VII – PÉNALITÉS et mesures coercitives.....	36
Article 33 – pénalités.....	36
TITRE VIII – Dispositions générales.....	37
article 36 - Modifications.....	37
Article 37 - Faits nouveaux.....	37
Article 38 – Troubles de jouissance et interruption de l'exploitation.....	37
Article 39 - Responsabilité.....	37
Article 40 – Assurances.....	37
Article 41 – cession de la concession – Transfert de compétences.....	37
Article 42 – traitement des données à caractère personnel.....	37
TITRE IX – Fin de la Concession.....	38
Article 43 – fin normale de la concession.....	38
Article 44 – fin anticipée de la concession.....	38
Article 45 – remise des installations et équipements.....	38
Article 46 – obligations de dépollution.....	38
Article 47 – transfert d'activité.....	38
TITRE X – Dispositions finales.....	38
Article 48– Règlement des différends.....	38
Article 49– Compléments ou Dérogations au CCG.....	38

## TITRE I – OBJET, NATURE ET CARACTÉRISTIQUES DE LA CONCESSION

### ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

Article :	désigne les dispositions du présent Cahier des clauses particulières
Carburants :	désigne les sources d'énergies usuelles regroupant les carburants diesel (B7, B10, XTL, etc.), les carburants essence (E5, E10, E85, etc.), le GPL et le GNV.
Convention de concession	désigne le contrat conclu entre le Concédant et le Concessionnaire par lequel le Concédant concède au Concessionnaire la conception et la construction, et/ou la rénovation, et/ou le réaménagement, le financement des investissements, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des installations et des activités d'une aire de service située sur le DPRN.
Documents contractuels :	désigne l'ensemble des documents contractuels entre le Concédant et le Concessionnaire : Convention de concession et ses annexes dont le Cahier des clauses particulières.
DPRN :	désigne le domaine public routier national.
ILC :	<p>désigne l'indice national trimestriel des loyers commerciaux prévu par le décret n° 2008-1139 du 4 novembre 2008 modifié par le décret n°2022-357 du 14 mars 2022, publié sous l'identifiant INSEE 001532540, base 100 au premier trimestre 2008.</p> <p>En cas de disparition de l'indice ILC, sera choisi l'indice de remplacement publié par l'INSEE. Les éventuels raccordements d'indice se feront par les coefficients de raccordement publiés par l'INSEE.</p>
Redevance domaniale	désigne la redevance domaniale due par le Concessionnaire, en application de la Convention de concession et selon les modalités fixées à l'Article 26 ( <i>Redevance domaniale</i> ) du Cahier des clauses générales.
Représentant du Concédant :	désigne le Directeur ou Directrice interdépartemental des routes ou son représentant dans le ressort territorial duquel l'aire de service concédée est implantée, ainsi que toute autre personne ou organisme qui viendrait à s'y substituer.
Sources d'énergies usuelles :	désigne l'ensemble des sources d'énergie permettant la propulsion ou la traction des véhicules motorisés (Carburants, électricité, hydrogène, etc.) tels que définies par l'article D. 122-46-1 du code de la voirie routière ou tout texte qui s'y substituerait.
Tiers exploitant :	désigne le prestataire, partenaire du Concessionnaire, chargé d'assurer l'exploitation ou l'entretien d'une activité.

## ARTICLE 2 – OBJET

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP ou Programme) a pour objet de préciser les attentes du concédant, l'État, dans le cadre de l'exécution du contrat de concession de l'aire de service de Champs d'Amour située sur l'A20 dans la commune de Meunet-sur-Vatan.

## ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES DE L'AIRE CONCÉDÉE

### 3.1.

En complément au CCG :

La limite de la concession est présentée en annexe 3 de la convention de concession.

La situation, la superficie, la configuration et les caractéristiques des terrains, ouvrages, bâtiments, installations, équipements et réseaux inclus dans l'assiette de la concession sont présentés dans la pièce 4 – Dossier de présentation de l'aire du présent dossier de consultation

L'ensemble des ouvrages, bâtiments, installations, équipements et réseaux existants inclus dans la surface de la concession sont remis en l'état au Concessionnaire par le Concédant.

### 3.2.

En complément au CCG :

La conception de l'aménagement initial de l'aire prendra en compte les attentes du concédant suivantes :

#### **1. Aménagement général**

Pour des questions de sécurité, l'entrée de l'aire sera aménagée de manière à éviter toute trajectoire directe d'un véhicule vers des lieux de stationnement de piétons (pistes de distribution, terrasse, entrée du bâtiment...).

L'aire sera close autour des zones aménagées : Elle ne comportera pas d'autres accès pour les véhicules que ceux normalement aménagés à partir de la chaussée de l'autoroute A20 et d'un accès de service (et de secours) depuis la RD920.

L'aire comportera un accès piéton depuis le parking du personnel qui sera accessible depuis la RD920.

Le projet de construction ou de réhabilitation permettra de rendre le bâtiment architecturalement attractif, avec une intégration au paysage.

[Il sera apprécié, dans le cadre de la notation, un aménagement permettant des circulations fluides de tous les types de véhicules, agrémenté d'une séparation physique maximale des flux entre les véhicules légers et les poids-lourds (des moyens de dissuasion de l'accès des zones VL aux PL pourront être installés (portique limiteur de gabarit...)).

La qualité de la conception sera décrite dans le Cadre de Réponses de l'offre et appréciée dans le cadre de la notation.]

#### **2. Aménagements non commerciaux extérieurs :**

L'aire de service comprend au minimum dans le cadre de l'aménagement initial prévu :

- le nombre existant de places réservées aux véhicules légers (135) ;
- le nombre de places réservées aux véhicules lourds (30 dont 4 IRVE) ;
- une place équipée d'une sanistation pour les VLR et camping-car
- Une place sécurisée et inaccessible aux PL, pour les autocars permettant la dépose des usagers à proximité des services commerciaux ;
- Une zone de détente extérieure pour tous les usagers, agréementée :
  - d'une offre de pique-nique équivalente quantitativement et qualitativement à l'offre existante, comprenant des tables et assises, des poubelles et étant partiellement ombragée ; l'offre comprendra des tables de pique-nique à proximité immédiate des parkings PL ;
  - d'une offre extérieure pour enfants et adultes permettant l'activité physique et la détente ;
- Une zone de jeux enfants extérieure
- Une zone d'animation pour mise à disposition des acteurs intéressés (par exemple autour de la sécurité routière et de la gestion des déchets) avec borne d'alimentation électrique sécurisé dont les clés seront chez le concessionnaire

L'aménagement extérieur pourra proposer en extérieur une valorisation touristique du département.

[Une augmentation de la capacité de places VL, VL avec remorque et des places PL sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation, ainsi que la cohérence de l'offre de stationnement VL vis-à-vis de l'attractivité des services commerciaux proposés.

Une modularité des parkings (possibilité d'usage des parkings PL par les VL...) en période de forts flux sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.

La qualité de l'aménagement paysager des extérieurs de l'aire pour les usagers sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.

La qualité de l'offre de pique-nique (couverture, ombrage...) sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.

Une faible minéralisation des surfaces de l'aire sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

La qualité de l'aménagement sera décrite dans le Cadre de Réponses de l'offre et appréciée lors du jugement des offres tel que défini dans le règlement de consultation.

De plus, l'aire comprendra un parking réservé au personnel de l'aire, dimensionné selon les besoins (à minima 10 places), qui pourra être accessible depuis le réseau extérieur ou situé sur l'aire :

- Dans le cas où il est situé hors de la zone aménagée accessible au public, l'accès à l'aire se fera par un portillon réservé au piéton et dont les caractéristiques permettent une fermeture physique automatique vis-à-vis de la faune.

- Dans le cas où il est situé dans la zone aménagée accessible au public, les places seront comptabilisées en sus des prescriptions du présent programme

### **3. Aménagements non commerciaux intérieurs :**

L'aire de service comprend au minimum dans le cadre de l'aménagement initial prévu :

- un ou plusieurs espaces sanitaires comprenant WC, lavabos et espace bébé indépendant accessible 24h/24 ;
- un espace douche, accessible 24h/24 ;
- un espace de repos accessible 24h/24 ;
- un téléphone accessible 24h/24 ;
- un espace de valorisation touristique locale ;
- un espace avec un panneau de communication pour les services de l'État ;
- une offre ludique pour enfant

[L'aménagement favorable à la qualité de la pause des usagers sera décrit dans le cadre de réponse et appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

[La qualité et la capacité de l'offre de sanitaire sera décrite dans le cadre de réponse et appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

### **4. Aménagements commerciaux :**

L'aire de service comprend au minimum dans le cadre de l'aménagement initial prévu :

- Une offre de distribution de carburants comprenant de manière indépendante ou non :
  - Une aire de distribution de carburants réservées aux poids-lourds ;
  - Une aire de distribution de carburants usuels réservées aux véhicules légers accessible aux véhicules légers avec remorque ;
- Une offre de distribution d'énergie électrique pour véhicules légers électriques accessible au moins partiellement aux véhicules légers avec remorques ;
- Une offre de distribution d'énergie électrique pour poids-lourds électriques-;
- un ou plusieurs espaces de restauration ;
- une ou plusieurs boutiques, généralistes et/ou à caractère régional ;
- une distribution automatique de boissons chaudes ;

[L'adéquation de l'offre commerciale et des compléments notamment saisonniers proposés par le concessionnaire sera décrite dans le cadre de réponse et appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

La surface relative à la concession est présentée annexe 3 de la convention de concession

#### **ARTICLE 4 – BIENS DE LA CONCESSION**

En complément au CCG :

L'ensemble des biens existants dans la surface de la concession fait intégralement parti de la concession. En cas d'abandon de leur usage, ils devront être réaffectés à un nouvel usage ou démolis ; en tout état de cause, tous les biens existants sur l'aire, après mise en œuvre du projet du concessionnaire, devront avoir une fonction et être entretenus.

#### **ARTICLE 5 – AUTORISATION D'OCCUPATION**

Pas de complément à apporter au CCG



## **II – TRAVAUX**

### **ARTICLE 6 – REMISE DES ÉTUDES ET INSTALLATIONS**

En complément au CCG :

L'ensemble des documents disponibles est remis dans le dossier de présentation de l'aire et ses annexes.

Les documents sont donnés à titre informatif, le concédant ne pouvant être tenu responsable de la qualité de ses documents et du contenu.

### **ARTICLE 7 – ACQUISITIONS FONCIÈRES**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 8 – MAITRISE D'OUVRAGE**

#### **8.1**

En complément au CCG :

Les aménagements de la section courante de l'A20 et de ses équipements (dispositifs de sécurité notamment) étant la conséquence de l'aménagement de l'aire seront à la charge financière du concessionnaire. Le Concédant (La DIRCO ou autre service) pourra décider d'en assurer la maîtrise d'ouvrage.

Le concessionnaire sera responsable de l'adaptation de la protection incendie selon son aménagement et les obligations émises par les services de l'État, ainsi que de la maintenance et vérification du système ;

Les systèmes de défense incendie nécessaires à son installation seront compris dans sa surface concédée et alimentés depuis le réseau sous son propre compteur.

#### **8.2**

Pas de complément à apporter au CCG

#### **8.3**

En complément au CCG :

Préalablement au dépôt des dossiers en lien avec ces demandes d'autorisations administratives, le concessionnaire devra obtenir l'autorisation de dépôt du Concédant.

Les travaux ne pourront pas démarrer avant que le Concessionnaire n'ait fourni à l'État un exemplaire de la déclaration de travaux ou du permis de construire obtenu et tous autres nécessaires à l'autorisation des aménagements.

## ARTICLE 9 – EXÉCUTION DES TRAVAUX

### 9.1. Programme des travaux et calendrier

En complément au CCG :

[Le délai de l'opération comprenant les études, les procédures et les travaux, ainsi que sa cohérence, sera décrite dans le cadre de réponse et appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

Le planning de l'opération de réaménagement de l'aire sera construit à partir des hypothèses suivantes :

- Signature du contrat de concession : décembre 2025
- Possibilité d'anticipation des dépôts des demandes d'autorisation administratives avant la prise d'effet du contrat sous la responsabilité du concessionnaire
- Prise d'effet du contrat au 26/03/2026
- Accès à l'aire pour études techniques au 01/01/2026 après validation des modalités et de la date par le concessionnaire en place.

Sauf accord spécifique du concédant, la fin des travaux de l'aménagement initial devra être effective avant le 31 décembre 2028.

Le projet d'aménagement de l'aire doit être soumis à l'approbation du Concédant qui, le concessionnaire entendu, peut prescrire les modifications jugées nécessaires notamment pour assurer la sécurité de la circulation, la protection de l'environnement, la conservation du domaine public et satisfaire aux objectifs poursuivis.

Le projet doit comprendre tout plan, dossier et mémoire descriptif permettant de juger des réalisations projetées et du respect du contrat de concession.

Ce dossier de niveau « projet » comprendra à minima :

- un plan de masse au 1/500e avec les caractéristiques géométriques d'implantation des installations, bâtiments, équipements de stationnement, sanitaires et aménagements paysagers ;
- les profils en long et en travers de toutes les voiries et espaces de circulation et de stationnement, s'ils sont modifiés par rapport à la configuration actuelle ;
- un plan d'assainissement eau pluviales – eaux usées au 1/500e, s'il est modifié par rapport à la configuration actuelle ;
- un plan de réseaux AEP, Télécommunications, EDF, éclairage public au 1/500e ;
- un plan de signalisation et de jalonnement comprenant la pré-signalisation sur l'A20 et la signalisation interne de l'aire au 1/500e ;
- les plans de façades et corps de bâtiments au 1/200e avec des perspectives d'intégration dans le site établi sur la base du programme ;
- une note technique détaillée, développant les divers dispositifs techniques retenus, notamment en lien avec les diverses obligations du cahier des charges ;
- en cas de réhabilitation du bâtiment, le projet d'amélioration environnementale du bâtiment contenant notamment une analyse rigoureuse des gains énergétiques escomptés après travaux ;

une note sur l'organisation générale du chantier (hygiène et sécurité) décrivant les mesures adoptées pour minimiser l'impact des travaux sur la sécurité des usagers et sur l'environnement et pour assurer le maintien du service aux usagers pendant les travaux.

Les plans de phasages et plans de signalisations de chantier seront soumis à validation préalable du Concédant.

En cours d'exécution des travaux, l'État peut exiger toute modification et/ou complément aux ouvrages et installations rendu nécessaire par un changement de réglementation devenu applicable. Cette modification ou ce complément ne pourra donner lieu à compensation financière.

## 9.2. Réglementation et mise aux normes

En complément au CCG :

Textes références :

Les textes applicables sont notamment les suivants :

- le dossier guide de la DRCR de décembre 1980 sur les aires annexe sur autoroute de liaison ;
- l'instruction du gouvernement du 13 juillet 2015 portant sur les conditions techniques d'aménagement des autoroutes de liaisons (ICTAAL) et ses mises à jour ;
- le guide technique sur l'assainissement routier du SETRA d'octobre 2006 ;
- les fascicules du CPC et du DTU ;
- l'ensemble des normes françaises homologuées ;
- le guide technique du SETRA du 01 décembre 1998 portant sur l'aménagement des carrefours interurbains ;
- le guide technique du CERTU du 01 juillet 2010 portant sur l'aménagement des carrefours urbains ;
- Note d'information du CEREMA : Lutte contre les prises à contresens - Préconisations pour la conception et le réaménagement des aires de repos et de services sur les routes à chaussées séparées - Mai 2016

Chaussées :

Le dimensionnement des chaussées sera établi à partir des guides techniques :

- du guide technique SETRA Mars 2003 « Construction des chaussées neuves sur le réseau routier national, spécifications des variantes »
- norme NF P 98-086 d'Octobre 2011
- « Conception et dimensionnement des structures des chaussées » (SETRA – LCPC – décembre 1994),
- « Catalogue des structures types de chaussées neuves » (SETRA – LCPC – 1998),
- « Le renforcement de chaussée » (SETRA – IDRRIM – 2012).

Dans le cas de la construction d'une structure de chaussée, elle devra être dimensionnée pour une durée de 30 ans, avec un taux de risque à 5%.

Bordures :

Les zones circulables sans restriction par des PL seront équipées de bordures hautes type GSS2 ou chasse-roues.

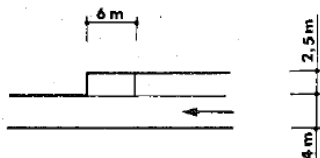
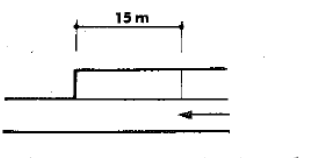
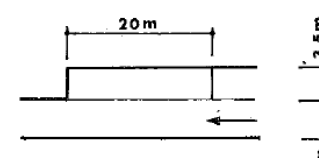
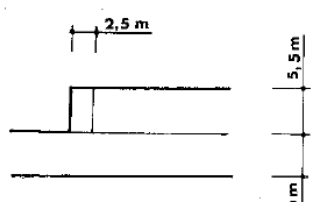
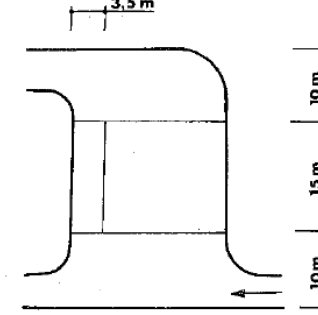
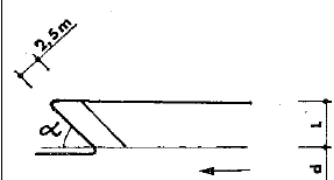
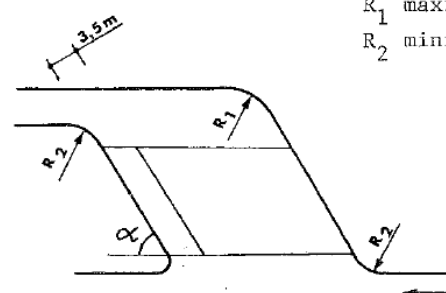
Différents types de bordures pourront être utilisés.

Ils seront préfabriqués en usines agréées et seront conformes aux spécifications de la norme NF EN 1340 et NF P 98-340/CN.  
Les bordures de type T, CS2, CC2 et GSS2 seront de classe D (gel/dégel) + T (flexion) + H (abrasion).

### Voiries et stationnements - géométrie

Le projet sera élaboré selon les principes et recommandations du guide des aires annexe sur autoroutes de liaison (Dossier Guide 1980 – Direction des Routes et de la Circulation Routière)

Extrait du guide des aires annexes sur autoroutes de liaison :

DISPOSITIF EN FILE		
V.L.	CARAVANES	P.L.
	 <p>(conseillé à droite de la voie de desserte)</p>	 <p>(déconseillé)</p>
DISPOSITIF PERPENDICULAIRE		
V.L.	CARAVANES	P.L.
 <p>(déconseillé dans le cas d'une voie de desserte à sens unique)</p>	 <p>(déconseillé)</p>	<p>non utilisé</p>
DISPOSITIF EN EPIS		
V.L.	CARAVANES	P.L.
 <p>(l'angle optimum d'inclinaison est 45° pour des raisons de facilité de mise en place du véhicule)</p>	 <p> <math>R_1</math> maximum = 15 m  <math>R_2</math> minimum = 15 m </p>	<p></p>

angle	d (m)	L (m)	d (m)	L (m)	d (m)	L (m)
30°	4,0	5,0	4,0	10,5	6,0	13,0
45°	4,0	5,5	6,0	13,0	7,5	16,5
60°	5,0	6,0	7,5	15,0	10,0	19,0

Dans le cas d'une offre de stationnement en marche-arrière pour les PL, les places seront équipées de dispositif bloque-roues en cas de présence à l'arrière de cheminements piétons ou d'équipements. La largeur de la voie de circulation sera de 10 m pour un stationnement à 45°.

Pour les places autocars (ou dépose), la marche arrière pour accéder au stationnement est proscrite.

### Clôtures

L'aire sera clôturée dans son ensemble.

Référence : Guide CEREMA « Clôtures routières et ferroviaires & faune sauvage »

Les clôtures autour de la zone aménagée permettront une protection contre la faune sauvage de type 2, 3 ou 4.

### **9.3. Maintien de l'activité pendant les travaux**

#### En complément au CCG :

Sauf accord spécifique du concédant, les activités qui devront impérativement être maintenues pendant toute la phase de chantier sont les suivantes :

- 2 pistes de distribution des carburants 24h/24 E5 et B7 satisfaisant à tous les véhicules thermiques circulants en France ;
- boutique généraliste 24h/24 proposant une offre de restauration (collations chaudes ou froides éventuellement dans des distributeurs automatiques), préparé sur place ou non, en dehors des périodes de vacances estivales ;
- offre de places assises pour restauration sur place (10 places à minima)
- offre de sanitaires 24h/24 (à minima 50% de l'offre future incluant à minima 1 douche mixte)
- offre de stationnement dégradée pour les VL (50 % de l'existant) ;
- offre de stationnement dégradée pour les PL (50 % de l'existant) ;
- système de gonflage pour véhicules légers, éventuellement portatif disponible en caisse de la boutique avec affichage de la disponibilité sur l'entrée principale ;
- espace repos intérieur avec 2 places assises à minima.

[Le maintien d'une offre qualitative et quantitative pendant les travaux sera décrit dans le cadre de réponse et apprécié par le concédant dans le cadre de la notation.]

#### **9.4. Coordination, sécurité et responsabilité pendant les travaux**

Pas de complément à apporter au CCG

#### **ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE**

Pas de complément à apporter au CCG

#### **ARTICLE 11 – CONTRÔLE ET ACHÈVEMENT DES TRAVAUX**

##### **11.1. Réunions et visites de chantier**

Pas de complément à apporter au CCG

##### **11.2. Achèvement des travaux**

En complément au CCG :

Les travaux peuvent être menés selon un phasage permettant l'ouverture partielle anticipée de certaines zones et/ou certains services.

Le cas échéant, un (1) mois avant la date d'ouverture ou réouverture de certaines installations et espaces aux usagers et/ou de (re)mise en fonctionnement de certains équipements et réseaux, le Concessionnaire informe le Concédant permettant la programmation d'une visite préalable en vue du constat d'achèvement partiel avec ou sans observations.

Le Concessionnaire procède aux travaux prescrits par le procès-verbal de constat d'achèvement partiel à ses frais et risques.

Le non-respect des délais de levée des observations ou de rectification peut donner lieu à l'application de pénalités ou faire l'objet de mesures coercitives en application des Articles 33.2 (*Pénalités relatives aux obligations en matière d'investissements et de travaux*) et 34 (*Exécution par un tiers aux frais et risques du concessionnaire*) du CCG.

##### **11.3. Documentation technique et administrative**

Pas de complément à apporter au CCG

##### **11.4. Réseaux**

Pas de complément à apporter au CCG

## TITRE III – EXPLOITATION, ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE L'AIRE

### ARTICLE 12 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE D'EXPLOITATION, D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

#### 12.1

En complément du CCG.:

Mesures particulières concernant l'entretien des espaces verts :

Le concessionnaire s'engage à :

- lutter contre l'ambroisie, la renouée du Japon ou tout autre végétal invasif ou allergénique pendant la durée des travaux et à les éliminer sur sa surface affectée pendant toute la durée de son contrat,
- éviter les essences d'arbres susceptible d'être vectrice de présence de chenilles processionnaires
- éviter la pullulation de mouches, rongeurs et autres nuisibles,
- proposer des espèces locales "climat compatible",
- proposer une gestion écologique des espaces verts avec : des espèces locales et résilientes, aucun produit phytosanitaire, une gestion économe en eau et le respect de la trame vert.

Au cas où des plantes invasives ou des animaux nuisibles seraient susceptibles de s'étendre au-delà des surfaces affectées, le Preneur préviendra le Concédant pour que des mesures préventives ou curatives soient également mises en œuvre sur ses surfaces.

Il devra concevoir les espaces extérieurs de manière à ne nécessiter aucun produit phytosanitaire pour le désherbage.

Chaque fois que nécessaire, le concessionnaire remédiera aux détériorations constatées, les matériels détériorés, remplacera les mobiliers et matériels vétustes ou usés, les arbres morts ou malades et d'une manière générale, veillera, sous sa responsabilité, à la bonne tenue d'ensemble des zones extérieures de l'aire.

Mesures particulières concernant l'entretien des sanitaires :

L'entretien des sanitaires sera assuré par un minimum de trois nettoyages en journée et un nettoyage en fin de nuit.

Niveau de qualité à assurer par le concessionnaire pour les aménagements destinés au public :

#### VOIRIES ET PARKINGS

- aucune apparition de dégradations décrites dans le « catalogue des dégradations de surface des chaussées » édité par le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées,
- aucune ornière ou affaissement supérieur à 20 mm par contrôle à la règle de 3 m,

- pas de flash sur chaussée permettant une rétention d'eau type flaque.

#### CHEMINEMENTS PIÉTONS

- surface plane, aucun décalage altimétrique,
- aucune apparition de dégradation de même type que définie pour les chaussées.

#### SIGNALISATION HORIZONTALE

- Respect des obligations réglementaires.

#### SIGNALISATION VERTICALE

- les panneaux et supports ne devront pas être détériorés (pas d'impact de coup, pas de déformation, pas d'affichage ou tag...),
- le film rétro réfléchissant devra être entier, non craquelé, non défraîchi,
- coefficient de rétro réflexion devra être supérieur à 70% du niveau initial.

L'entretien comprend également l'entretien et le remplacement lorsque cela s'avère nécessaire, de la signalisation directionnelle concernant l'aire et figurant sur l'autoroute A20. Cette obligation vaudra y compris si la cause de remplacement est un accident.

#### SIGNALÉTIQUE

- Maintien en bon état permanent (état structurel et propreté)

#### ÉCLAIRAGE

- Maintien en bon état permanent de fonctionnement

#### RÉSEAUX

- pas de descellement ou affaissement de tampon et regard,
- aucune bordure cassée ou descellée,
- aucune rétention d'eau contre les bordures.

#### CLÔTURES

- Maintien en bon état permanent

#### BÂTIMENT

Les installations construites par le Concessionnaire, aussi bien que leurs abords compris dans la surface affectée, leurs dépendances, leurs agencements et leurs décorations, de même que les équipements et matériels de toute nature, doivent toujours être tenus en bon état d'entretien, de fonctionnement et de propreté et satisfaire aux normes de sécurité des établissements ouverts au public.

Le Concessionnaire fait exécuter à ses frais toutes les réparations nécessaires à l'entretien des immeubles, et notamment les grosses réparations telles que définies à l'article 606 du Code Civil.

Il fait renouveler les peintures intérieures et procéder au ravalement ou au renouvellement des peintures et enduits extérieurs chaque fois que cela est nécessaire.

Les revêtements de sols sont toujours tenus en bon état, de même que les revêtements muraux, enduits et carrelages, notamment dans les cuisines, entrepôts, locaux sanitaires.



Chaque fois que nécessaire, le concessionnaire remédiera aux détériorations du gros œuvre, renouvellera les peintures intérieures et les enduits ou revêtements extérieurs, remplacera les mobiliers et matériels vétustes ou usés et d'une manière générale, veillera, sous sa responsabilité, à la bonne tenue d'ensemble du patrimoine bâti.

#### Mesures particulières concernant l'accès à l'aire :

Les véhicules de livraison accèderont à l'aire depuis la section courante de l'A20 exclusivement.

Les services de maintenance accèderont à l'aire depuis la section courante de l'A20 exclusivement.

#### Niveau de qualité à assurer par le concessionnaire pour les aménagements non destinés au public :

En ce qui concerne les zones d'emprise non destinées au public, l'entretien pourra se limiter à un nettoyage régulier permettant de maintenir ces zones en état d'entretien acceptable. Il comprendra à minima :

- Dégagement des éventuels chablis ;
- Dégagement des éventuels déchets déposés par des tiers ;
- Fauchage des surface enherbées une fois par an ;
- Assainissement éventuel et nettoyage des zones posant des problèmes de salubrité ou de sécurité.

Le concessionnaire assurera, le cas échéant, l'entretien des ouvrages annexes :

- Dispositifs de collecte et de traitement des eaux usées
- Dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales
- Dispositifs relatifs à la défense incendie de l'aire

#### **12.2**

Pas de complément à apporter au CCG'

#### **12.3**

Pas de complément à apporter au CCG'

#### **12.4**

Pas de complément à apporter au CCG'

#### **12.5.**

Pas de complément à apporter au CCG.

## 12.6

Pas de complément à apporter au CCG'

## ARTICLE 13 – SÉCURITÉ, ÉCLAIRAGE ET CIRCULATIONS SUR L'AIRE

### 13.1 Obligation générale de sécurité

Pas de complément à apporter au CCG

### 13.2 Eclairage

En complément au CCG :

Dans le cadre de l'aménagement, tous les éclairages devront être équipés de technologie LED afin d'en limiter l'entretien et la consommation énergétique.

Voiries : Seules les voiries sur lesquelles existent des manœuvres ou des risques de conflit (carrefours, insertions...) seront éclairées.

Référentiel : Norme EN13201 – Guide AFE tabl.3/ rep.8 Classe CE2

Parkings : Le nombre de places de parkings VL et PL éclairées sera adapté aux besoins avec un minimum de 25% de places éclairées pour les stationnements.

Ces places éclairées comprendront les places réservées aux personnes en situation de handicap.

Les places de stationnement spécifiques aux autocars seront éclairées.

Cheminements piétons : Seuls les cheminements piétons des parkings éclairés seront éclairés.

### 13.3 Stationnement et voies d'accès

Pas de complément à apporter au CCG

### 13.4 Viabilité hivernale - Déneigement

En dérogation au CCG :

Le Concédant assure le déneigement des accès de l'aire dans le sens Vierzon-Limoges (bretelles d'entrée et de sortie t).

Le déneigement et le déverglaçage de l'aire sont effectués par le Concessionnaire à ses frais et sous sa seule responsabilité.

A la demande du concessionnaire, Le déneigement et le déverglaçage pourraient être réalisés, par le concédant, (dans la mesure de ses moyens) suivant un périmètre et des modalités définis dans le cadre d'une convention annuelle signée avec le concessionnaire. Les frais de ces opérations sont à la charge du concessionnaire.

### **13.5 Règlement de police**

Pas de complément à apporter au CCG

### **13.6 Matériels de premier secours**

Pas de complément à apporter au CCG

### **13.7 Dépannage et assistance**

En complément au CCG :

Les services de dépannage dont le concessionnaire donnera les coordonnées seront exclusivement les services agréés par l'État.

La mise en relation des usagers en panne avec l'assistance de dépannage se fera via les services de police.

Dans le cas où un PAU est implanté sur l'aire, il sera repositionné par le concessionnaire de manière :

- à être visible par les usagers et particulièrement les usagers en véhicule léger
- à être accessible à tous selon la loi handicap.

## **ARTICLE 14 – SIGNALISATION RÉGLEMENTAIRE ET COMMERCIALE**

En complément au CCG :

La signalisation sur l'aire et pré-signalisation de l'aire sur la section courante seront assurées conformément à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière en vigueur (IISR), à la charge du concessionnaire. Concernant la pré-signalisation sur la section courante, le Concedant pourra choisir d'assurer la maîtrise d'ouvrage au frais du preneur.

Les enseignes commerciales ne devront pas être éblouissantes et seront disposées de manière à prévenir toute confusion avec les signalisations d'obstacles et de véhicules, et de manière à ne pas être en conflit avec la signalisation verticale directionnelle et la signalisation de police.

La signalisation horizontale aura une durabilité P6 (2 000 000 Pr) afin d'assurer une durabilité de sa visibilité.

## **ARTICLE 15 - FLUIDES ET DÉCHETS**

### **15.1 Fourniture de fluides et entretien des réseaux**

#### **15.1.1.**

Pas de complément à apporter au CCG

#### **15.1.2.**

Pas de complément à apporter au CCG

#### **15.1.3.**

Pas de complément à apporter au CCG

## 15.2 Gestion des effluents

En complément au CCG :

Le traitement des eaux pluviales se fera selon la législation en vigueur et selon les prescriptions des services compétents données à l'occasion des procédures administratives préalables aux aménagements.

Le concessionnaire pourra adapter les dispositifs existants ou reconstruire de nouveaux dispositifs.

[La récupération des eaux pluviales sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation, pour un usage domestique (sanitaire, nettoyage...) ou un usage d'arrosage.]

[Un niveau faible de minéralisation des emprises afin de favoriser l'infiltration directe des eaux pluviales sera apprécié par le concédant dans le cadre de la notation.]

## 15.3. Gestion des déchets

En complément au CCG :

Le concessionnaire est responsable de la collecte et de l'évacuation des déchets de l'aire dans le respect de la législation en vigueur au cours du contrat (déchets issus des clients et déchets issus de l'exploitation commerciale).

Toutes les zones de stationnement ou de détente seront équipées de moyens de collecte avec possibilité de tri (ordures ménagères et emballages recyclables).

Tous les moyens de collectes respecteront les mesures de tri en vigueur au cours du contrat.

Dans les zones publiques, les clients ne devront pas parcourir plus de 25 mètres pour atteindre une poubelle ou plus de 50 mètres pour atteindre un container Semi-enterré.

Dans la zone privée et à l'abris des regards, le concessionnaire stockera les déchets avant évacuation.

Le vidage des poubelles sera assuré à minima une fois par semaine et le remplissage à minima contrôlé une fois par jour ; en cas de constat de remplissage, les poubelles concernées seront vidées immédiatement.

Le vidage des conteneurs semi-enterrés sera assuré selon la législation en vigueur et à minima dès que le taux de remplissage constaté est de 90%.

Le piquetage des déchets sera assuré à minima une fois par jour sur l'ensemble des zones accessibles au public dont les voiries de circulation, parkings et bretelles d'entrée et de sortie de l'aire.

Le concessionnaire est tenu de faire procéder promptement et à ses frais à l'enlèvement et au transfert en un lieu destiné à cet effet des ordures, gravats, immondices et emballages déposé sur sa surface concédée.

## ARTICLE 16 - RESPECT DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

En complément au CCG :

Il est à noter que le projet devra respecter les règlements en vigueur et **notamment** le décret d'application de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme (article 101 de la loi Climat et Résilience) n°2023-1208 du 18 décembre 2023 ainsi que la Loi APER et les textes associés.

#### 16.1.

En complément au CCG :

Le nettoyage des pistes et abords devra se faire en privilégiant une eau non potable.

[Pour se faire ou pour tout autres usages, une solution de récupération des eaux pluviales sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

#### 16.2.

En complément au CCG :

Dans le cadre d'un réaménagement du bâtiment existant, le projet de construction permettra des économies substantielles d'énergie, dans l'esprit du décret tertiaire.

Dans le cadre d'une construction d'un bâtiment neuf, les règles en vigueur seront respectées.

La consommation énergétique de l'aire (hors IRVE) sera assurée à minima par 15% d'énergie renouvelable produite sur site.

L'eau chaude sanitaire sera chauffée par des panneaux solaires thermiques pour une part minimale de 50% ou par tout autre moyen d'énergie renouvelable sur site.

[Le concédant appréciera, dans le cadre de la notation, un maximum d'énergie produite sur site et autoconsommée].

[Toutes autres propositions relatives à l'environnement seront appréciées par le concédant dans le cadre de la notation].

#### 16.3.

Pas de complément à apporter au CCG.

#### 16.4 – article complémentaire : enjeux sociaux

[Les propositions permettant la valorisation sociale de la concession seront appréciées par le concédant dans le cadre de la notation].

## TITRE IV – ACTIVITÉS ET NIVEAU DE SERVICE

### ARTICLE 17 – SERVICES OBLIGATOIRES

En complément au CCG :

Le Concessionnaire met obligatoirement à la disposition des usagers :

- des toilettes publiques gratuites ainsi qu'un espace nurserie indépendant 24h/24 et 7j/7 ;
- des douches gratuites pour les routiers hommes et femmes 24h/24 et 7j/7 ;
- un coin repos dont l'accès est gratuit 24h/24 et 7j/7 ;
- un micro-onde librement accessible ;
- un accès sans fil à Internet (Wifi) gratuit et sécurisé pour les usagers 24h/24 et 7j/7 ;
- un téléphone signalé par un affichage en entrée d'établissement 24h/24 et 7j/7 ;
- une (ou plusieurs) station(s) de gonflage des pneus gratuite pour les VL et les VL avec remorque (VLR), accessible et signalée et assortie d'un tableau des pressions et d'essuie-mains 24h/24 et 7j/7 ;
- une borne gratuite de gonflage des pneus gratuite pour les PL implantée sur les pistes de distribution de carburants ou à proximité immédiates 24h/24 et 7j/7 .
- un point d'eau potable tempéré gratuit ;
- un nécessaire de nettoyage pour pare-brise sur les pistes de distribution de Sources d'énergies usuelles 24h/24 et 7j/7 ;
- des essuie-mains sur les pistes de distribution de Sources d'énergies usuelles 24h/24 et 7j/7 .
- un défibrillateur automatisé externe accessible 24h sur 24 et 7j sur 7
- un espace ludique enfants
- un espace de promotion touristique intérieur :

L'espace de promotion du tourisme devra être librement accessible et pourra être fusionné avec d'autres activités proposées sur l'aire.

Cet espace doit être attractif, immersif et accessible, en s'intégrant harmonieusement dans l'environnement de la station.

Les objectifs de cet espace intérieur pourront être les suivants :

- Informer les visiteurs sur l'offre touristique du département
- Proposer une expérience immersive et interactive
- Créer un espace agréable et attractif

Les aménagements envisageables pourront être les suivants :

- Panneau d'information avec carte de localisation
- Carte du territoire avec points d'intérêt majeurs
- QR codes pour accéder à du contenu enrichi (sites touristiques, événements, circuits...)
- Écran interactif ou écran géant
- Diffusion de vidéos immersives sur le territoire
- Informations pratiques et événements en temps réel
- Contenus interactifs : un conseiller virtuel propose quiz, suggestions d'itinéraires, météo locale
- Grands visuels immersifs
- Fresques murales représentant les paysages emblématiques du territoire
- Mise en avant de l'identité locale (terroir, patrimoine, nature)
- Cellule d'immersion (ambiance sonore, bande son...)
- Distributeur de documentation
- ...

Conditions minimales à respecter :

Objet	Quantité	Qualité	Accessibilité
Toilettes publiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 0.8 cabine WC femmes pour 10 places de stationnement véhicules légers</li> <li style="text-align: center;">+</li> <li>- 0.4 cabine WC hommes pour 10 places de stationnement véhicules légers</li> <li style="text-align: center;">+</li> <li>- 0.6 urinoirs pour 10 places de stationnement véhicules légers</li> <li style="text-align: center;">+</li> </ul>	<p>Si plusieurs bâtiments, répartition du nombre de cabines sur les différents bâtiments avec à minima 2 cabines par sexe et par bâtiment.</p> <p>Présence d'une poubelle par cabine.</p> <p>Présence d'une patère par cabine</p> <p>Si plusieurs bâtiments : 1 nurserie par bâtiment</p> <p>Équipements dans la nurserie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 lavabo adulte</li> <li>- 1 WC adapté aux</li> </ul>	4 cabines et la nurserie seront à minima accessibles 24h/24.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cabine pour 24 places de stationnement poids-lourds</li> <li>+</li> <li>- 1 nurserie indépendante</li> <li>+</li> <li>- Des lavabos dans chaque espace créé</li> <li>- Des sèche-mains dans chaque espace créé</li> <li>- Des poubelles fermées dans chaque espace créé</li> </ul>	<p>enfants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 table à langer</li> </ul>	
Douches	1 cabine de douche pour 24 PL avec un minimum de 2 cabines	<p>Chaque cabine de douche comprendra 2 zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zone de douche : 1 m<sup>2</sup></li> <li>- Zone protégée pour les vêtements avec patères et tablette support</li> </ul>	Les douches seront accessibles 24h/24
Coin repos	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 assises confortables</li> <li>- 2 prises de recharge d'appareil électroniques</li> <li>- 1 table basse</li> </ul>		Le coin repos sera accessible 24h/24

[La qualité des services proposée sur l'aire sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]



## ARTICLE 18 – DISTRIBUTION DES SOURCES D'ÉNERGIES USUELLES

### 18.1 Distribution de Carburants

#### 18.1.1

En dérogation et complément au CCG :

Le Concessionnaire assure une activité de distribution de Carburants comprenant *a minima* les produits suivants :

- Carburants de type diesel (B7, B 10, XTL, etc.) ;
- Carburants de type essence (E5, E 10, E 85, etc.) ;
- GPL.

L'offre de distribution peut être complétée par une distribution sur pistes d'AdBlue pour les PL et/ou pour les VL ; ce complément sera apprécié par le concédant. A minima, une offre en boutique en bidon sera disponible.

Le concessionnaire pourra distribuer toutes autres énergies après accord du Concédant.

Les clients auront la possibilité de payer leur carburant directement sur la borne de service via un terminal de paiement électronique (TPE) par carte bancaire et/ou en boutique.

Toutes les nouvelles sources d'énergies usuelles, sont distribuées au plus tard au 1er janvier de l'année N + 3, N étant l'année calendaire où l'un des seuils prévus pour la définition des nouvelles sources d'énergies usuelles est atteint.

Les points de distribution de carburants pour les véhicules légers seront couverts (protection minimale vis-à-vis de l'ensoleillement et des intempéries des bornes de paiement et protection des usagers lors du remplissage de leur véhicule quel que soit le côté du réservoir de leur véhicule) et accessibles aux véhicules-légers rallongés (avec remorque ou caravane...).

À minima une piste de distribution de carburant pour les poids-lourds sera couverte (protection minimale vis-à-vis de l'ensoleillement et des intempéries des bornes de paiement et protection des usagers lors du remplissage de leur véhicule quel que soit le côté de leur réservoir).

[La qualité de l'offre proposée sur l'aire sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

#### 18.1.2

En complément au CCG :

L'organisation de la maintenance devront permettre de corriger les anomalies sauf lorsque celles-ci sont imputables à un cas de force majeure :

- En moins de 24 heures pour les anomalies ne permettant pas la disponibilité, même partielle, d'un carburant usuel.

- En moins de 2 jours ouvrés pour les autres anomalies ne concernant pas la station dans son ensemble et permettant la disponibilité partielle de chaque carburant usuel de la station à hauteur de moins de 50 % ;

Toute anomalie ou cumul d'anomalies affectant 100% de la distribution d'un type de carburants doit être immédiatement déclarés au Concédant (DIRCO ou autres services).

### 18.1.3

Pas de complément à apporter au CCG

### 18.1.4

En complément au CCG :

Au titre de cette activité, le prix d'affichage moyen sur quatre semaines glissantes pratiqué pour chaque carburant de référence (Gazole, Sans-Plomb 95 E10, Sans Plomb 98 et GPL) n'excèdera pas un écart maximum unique par litre par rapport au prix moyen hebdomadaire DGEC\* sur une périodicité de quatre semaines glissantes.

Ainsi, l'écart maximal unique entre le prix moyen pratiqué par le Preneur sur quatre semaines et la moyenne des quatre prix moyens hebdomadaires DGEC sera apprécié chaque semaine suivant une périodicité de quatre semaines glissantes.

L'écart unique pour tous les carburants est fixé par la convention de concession.

\*prix DGEC = Prix à la pompe, hors TVA, moyenne mensuelle, en euros par litre. Prix calculé sur le territoire national par la Direction Générale de l'Energie et du Climat

## 18.2 Installations de recharges pour véhicules électriques

### 18.2.1

En complément au CCG :

Les installations IRVE seront accessibles au service de dépannage.

#### **IRVE VL**

Le nombre minimal de places équipées de points de recharge rapide pour véhicules légers électriques est fixé à seize (16).

75% des points de recharge délivreront une puissance supérieure ou égale à 150 kW.

Les installations doivent prévoir :

- un disjoncteur divisionnaire aux normes NF par point de recharge ;
- un connecteur Combo 2 sur chaque point de recharge comptabilisé dans les exigences minimales de la station ;
- un sous comptage des consommations via compteur certifié MID (hors recharge DC) ;
- une interopérabilité d'accès à la charge ;
- la collecte des données de charge.

La station sera alimentée par une puissance de raccordement équivalente à minima à 75% des puissances cumulées des capacités des points de charge.

Les clients auront la possibilité de payer leur recharge via un terminal de paiement électronique et en boutique, via l'achat d'une carte de recharge ou tout autre moyen.

Les bornes de paiement et de charges et leurs utilisateurs seront protégés à minima vis-à-vis de l'ensoleillement et des intempéries.

À proximité immédiate de chaque équipement seront assurés les prestations associées suivantes :

- mise à disposition du nécessaire de nettoyage de pare-brise ;
- présence d'un coup de poing d'alarme sur les pistes.

Le nombre de points de distribution de chaque source d'énergie usuelle est adapté aux niveaux de trafics au droit de l'aire et à la fréquentation de l'aire.

À ce titre, le niveau d'occupation d'un point de distribution ne dépasse pas 7 heures quotidiennes plus de 10 jours par an, pour l'offre de distribution des carburants usuels et pour l'offre de recharge pour véhicules électriques. En cas de dépassement de ce niveau d'occupation, le concessionnaire devra faire évoluer son équipement avec de nouveaux points de recharge.

Les conséquences de ces évolutions en termes d'adaptation des réseaux et notamment du point de livraison ENEDIS seront assumés par le preneur.

L'accès à l'emplacement de stationnement pour les usagers ne pourra être soumis ni à autorisation ni au paiement d'un droit d'accès.

Les véhicules légers rallongés auront la possibilité de profiter du service de recharge pour véhicules électriques avec à minima l'accès à un point de recharge 150 kwh.

[La possibilité de faire évoluer sans travaux impactant, le nombre de points de recharge sera valorisée par le concédant.

La qualité de l'installation de recharge pour véhicules légers électriques sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

## **IRVE PL**

Le concessionnaire doit prévoir à minima dans le cadre des travaux initiaux 4 (quatre) places de recharge pour véhicules lourds (PL) électriques.

La station devra respecter le règlement européen AFIR et les règles française en vigueur, avec à minima une place proposant une possibilité de recharge à 350 kwh.

Les clients auront la possibilité de payer leur recharge via un terminal de paiement électronique et en boutique, via l'achat d'une carte de recharge ou tout autre moyen.

Les bornes de paiement et de charges et leurs utilisateurs seront protégés à minima vis-à-vis de l'ensoleillement et des intempéries.

[La possibilité de faire évoluer sans travaux impactant, le nombre de points de recharge sera valorisée par le concédant.

La qualité de l'installation de recharge pour véhicules lourds électriques sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

### 18.2.2

#### En complément au CCG :

L'infrastructure est connectée à un système de supervision qui peut être en communication avec les partenaires, permettant aux utilisateurs de véhicules électriques d'être autorisés à se recharger soit en utilisant un abonnement chez un opérateur de mobilité, soit par paiement sur place

Le client est informé du prix total d'une session de recharge, ou de la formule tarifaire et des prix unitaires permettant de calculer ce prix total, avant de décider de recharger son véhicule au point de recharge

En paiement à l'acte, le tarif est communiqué à l'utilisateur avant le commencement d'une session (ex. par afficheur ou étiquette accolée, par site web ou App) et le prix total après la session. La formule tarifaire n'inclut pas de coûts cachés. Les options payantes éventuelles (ex. selon le moyen de paiement utilisé) sont clairement stipulées.

Une solution est prévue pour permettre aux utilisateurs de se recharger en cas d'interruption momentanée de communication entre le point de recharge et la supervision

L'information pour l'emploi d'un point de recharge est affichée sur le point de recharge ou dans la station au moins en français et en anglais (ex. ordre de la séquence d'autorisation et de branchement côté véhicule et côté point de recharge etc.).

Lorsqu'une des bornes est hors service, un message en français et en anglais (a minima) informant le public du dysfonctionnement sera visible sur cette dernière dans l'attente de la remise en service.

Toute anomalie ou cumul d'anomalies affectant en simultané 100% des points de recharge de la station de recharge doit être immédiatement déclarés au concédant (DIRCO ou autres services).

Les infrastructures de recharge ouvertes au public doivent faire l'objet d'une inspection de conformité et des conditions de fonctionnement, avec une évaluation du respect des objectifs de performance prévus, par un tiers indépendant au moins une fois par an. Le rapport annuel d'inspection est communiqué au Concédant (DIRCO ou autres services), au plus tard le 30 janvier de l'année suivant l'inspection.

### 18.2.3

Pas de complément à apporter au CCG

### 18.2.4

#### En complément au CCG :

Les tarifs peuvent être révisés au 1er janvier de chaque année (année n) à compter de l'année suivant la prise d'effet du contrat.

Le tarif révisé de l'année n est strictement inférieur au tarif suivant (Tmax) :

$T_{\max} = \text{coef. de pondération défini ci-après} \times (T_0 \times I)$

Où :

$T_{\max}$  = tarif maximal au titre de l'année calendaire n ;

$T_0$  = tarif défini en €/kWh dans la convention de concession

I = Indice composite défini ci-après :  $0,6 E/E_0 + 0,2 ICHT/ICHT_0 + 0,2 FSD2/FSD2_0$

Où :

- E = Valeur de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA – Référence INSEE : série 010764288 au mois d'octobre de l'année n-1 ;
- $E_0$  = Valeur de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA – Référence INSEE : série 010764288 du mois **de mars 2025**;
- ICHT = Valeur de l'Indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Dans le secteur : Industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 – Référence INSEE : série 001565183 au mois d'octobre de l'année n-1 ;
- $ICHT_0$  = Indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Dans le secteur : Industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 – Référence INSEE : série 001565183 du mois **de mars 2025**;
- FSD2 = Valeur mensuelle de l'indice mensuel « Frais et Services Divers - Modèle de référence n°2 » – Référence Moniteur au mois d'octobre de l'année n-1 ;
- $FSD2_0$  = Valeur mensuelle d'indexation de l'indice mensuel « Frais et Services Divers - Modèle de référence n°2 » – Référence Moniteur du mois **de mars 2025**;

Les modalités de la politique de modération tarifaire telles que décrites ci-dessus, pourront faire l'objet d'un avenant, dans le respect des conditions du code de la commande publique, en cas de :

- Définition d'un référentiel Marché à l'instar de celui qui existe pour les carburants usuels
- Modification du cadre de la métrologie légale
- Mise en place d'un tarif réglementé d'achat pour le concessionnaire

### 18.3 Distribution d'autres Sources d'énergies usuelles

Pas de complément à apporter au CCG

## ARTICLE 19 – RESTAURATION

### 19.1.

Pas de complément à apporter au CCG

## 19.2.

En complément au CCG :

L'offre proposée permettra une consommation sur place ou à emporter.

La vente directe aux usagers dans leur véhicule (drive) est interdite.

Les exploitants sont tenus d'afficher, d'une part, de manière visible et lisible de l'extérieur de l'établissement, d'autre part, de manière visible et lisible sur les emplacements extérieurs réservés à la clientèle, les prix pratiqués, quel que soit le lieu de consommation, des boissons et denrées les plus couramment servies.

L'offre comprendra à minima une offre adaptée à tous les moments de la journée (petit-déjeuner, déjeuner, goûter et dîner).

L'offre comprendra une diversité de petites restaurations (comme des sandwiches, quiches, pizza...) chaudes et froides à manger sur place ou à emporter ainsi qu'une diversité d'offre de plats chauds (type grill, plat du jour...) à manger sur place (entre 11h00 et 15h00 et entre 18h00 et 21h30).

[La diversité de l'offre au regard des différentes clientèles sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation

La vente de recettes élaborées avec des produits locaux sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.

La vente de recettes élaborées avec des produits labélisés bio sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

## 19.3.

En complément et dérogation au CCG :

La restauration sera accessible aux usagers à minima entre 7h et 22h tous les jours de l'année.

L'accès à des plats chaud sera possible entre 11h00 et 15h00 et entre 18h00 et 21h30.

Il est entendu par ces horaires qu'il s'agit des horaires de service des clients et non des horaires d'ouverture de l'établissement.

[Une ouverture sur des horaires élargis sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

## 19.4.

En complément au CCG :

Le concessionnaire met à la disposition des usagers un espace réservé de restauration assise équipée de tables et de chaises et un espace en libre-accès proposant des dispositifs permettant le réchauffage sur place des produits alimentaires ainsi que des tables « mange-debout ».

L'espace réservé de restauration assise équipée de tables et de chaises pourra être modulable afin de permettre une adaptation de sa capacité entre les deux périodes identifiées précédemment.

Le concessionnaire met également à disposition des usagers un espace réservé extérieur de restauration assise équipée de tables et de chaises et muni de dispositifs permettant d'assurer l'ombrage pour les usagers (une terrasse).

[La qualité des espaces mis à disposition des usagers pour se restaurer sur place sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

## ARTICLE 20 – BOUTIQUE

### En complément au CCG :

Le concessionnaire pourra développer son activité selon les attentes et besoins des clients.

A minima, l'activité de boutique comprendra la vente 24h/24, tous les jours de l'année :

- De produits alimentaires avec à minima :
  - i. vente de produits d'épicerie de grande consommation à emporter, incluant du pain en baguette cuite sur place ;
  - ii. vente de produits alimentaires produits dans le département administratif de l'aire et les départements limitrophes
- De produits non alimentaire avec à minima :
  - i. Vente de lubrifiants, de bouchons de valve normalisés, de petites fournitures (type ampoules pour l'éclairage des véhicules, balais d'essuie-glaces...) à destination des véhicules les plus courants ;
  - ii. Vente de produits non-alimentaires produits dans le département administratif de l'aire et les départements limitrophes
- D'une offre de boissons chaudes par distributeurs automatiques accessibles 24h/24.

La vente de produits manufacturés à réchauffer sur place est autorisée.

[La vente de produits labélisés bio sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

La vente de produits frais (fruits, légumes, charcuterie, fromage...) sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.

La qualité de l'offre (diversité, scénarisation...) de produits issus locaux de l'aire sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.

La qualité de l'offre (diversité, confort...) de la boutique sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation.]

A minima, en horaire de nuit, entre 22h00 et 6h00, l'accessibilité de la boutique sera assurée par un passe-paquet associé à une liste de produits disponibles ; dans ce cas le service sera assuré par le concessionnaire.

Le passe-paquet sera situé dans une zone tempérée à l'abris des intempéries.

## ARTICLE 21 – VENTE DE BOISSONS ALCOOLISÉES

Pas de complément à apporter au CCG

## ARTICLE 22 – HÔTELLERIE

Pas de complément à apporter au CCG

## ARTICLE 23 – AUTRES ACTIVITÉS

En complément au CCG :

L'aménagement devra proposer un service de sanistation accessible aux véhicules avec remorque et aux camping-cars.

Un espace de promotion touristique extérieur pourrait être aménagé :

Afin d'attirer les usagers dès la sortie de leurs véhicules, et de proposer un premier aperçu du territoire, des aménagements extérieurs pourront être proposés :

- Panneau(x) d'information(s)
- Mise en scène ludique d'emblème du territoire (animaux emblématiques, panneau photo attractif
- ...

[La qualité des aménagements proposés concernant les autres activités sera appréciée par le concédant dans le cadre de la notation]

## ARTICLE 24 – TIERS EXPLOITANT

Pas de complément à apporter au CCG



## **TITRE V – DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

### **ARTICLE 25 – PRINCIPES**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 26 – REDEVANCE DOMANIALE**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 27 – GARANTIES FINANCIÈRES**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 28 – IMPÔTS ET TAXES**

Pas de complément à apporter au CCG

## **TITRE VI – SUIVI ET CONTRÔLE DE LA CONCESSION**

### **ARTICLE 29 – RAPPORT D’EXÉCUTION DE LA CONCESSION**

#### **29.1.**

En complément au CCG :

Outre les éléments énoncés au CCG, le rapport comprendra :

- Suivi des engagements environnementaux :
  - Puissance électrique annuelle consommée (hors IRVE)
  - Energie annuelle hors électrique consommée
  - Production annuelle d’énergie renouvelable dans le cadre de la concession
- Suivi des engagements pour l’insertion professionnelle des publics en difficulté

#### **29.2.**

Pas de complément à apporter au CCG

#### **29.3.**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 30 – CONTRÔLE DE LA CONCESSION**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 31 – ÉCOUTE DES USAGERS ET RÉCLAMATIONS**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 32 – OBLIGATIONS D’ÉGALITÉ, DE LAÏCITÉ ET DE NEUTRALITÉ**

Pas de complément à apporter au CCG

## TITRE VII – PÉNALITÉS ET MESURES COERCITIVES

### ARTICLE 33 – PÉNALITÉS

Pas de complément à apporter au CCG

Article 34 – exécution par un tiers aux frais et risques du concessionnaire

Pas de complément à apporter au CCG

Article 35 – déchéance de la concession

Pas de complément à apporter au CCG

## **TITRE VIII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 36 - MODIFICATIONS**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 37 - FAITS NOUVEAUX**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 38 – TROUBLES DE JOUISSANCE ET INTERRUPTION DE L'EXPLOITATION**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 39 - RESPONSABILITÉ**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 40 – ASSURANCES**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 41 – CESSION DE LA CONCESSION – TRANSFERT DE COMPÉTENCES**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 42 – TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Pas de complément à apporter au CCG

## **TITRE IX – FIN DE LA CONCESSION**

### **ARTICLE 43 – FIN NORMALE DE LA CONCESSION**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 44 – FIN ANTICIPÉE DE LA CONCESSION**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 45 – REMISE DES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 46 – OBLIGATIONS DE DÉPOLLUTION**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 47 – TRANSFERT D'ACTIVITÉ**

Pas de complément à apporter au CCG

## **TITRE X – DISPOSITIONS FINALES**

### **ARTICLE 48– RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

Pas de complément à apporter au CCG

### **ARTICLE 49– COMPLÉMENTS OU DÉROGATIONS AU CCG**

Le présent CCP déroge ou complète les articles suivants du CCG :

- ARTICLE 1 – DÉFINITIONS
- ARTICLE 2 – OBJET
- ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES DE L'AIRE CONCÉDÉE
- ARTICLE 4 – BIENS DE LA CONCESSION
- ARTICLE 6 - REMISE DES ÉTUDES ET INSTALLATIONS
- ARTICLE 8 – MAÎTRISE D'OUVRAGE
- ARTICLE 9 – EXÉCUTION DES TRAVAUX
- ARTICLE 11 – CONTRÔLE ET ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

- ARTICLE 12 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE D'EXPLOITATION, D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE
- ARTICLE 13 – SÉCURITÉ, ÉCLAIRAGE ET CIRCULATIONS SUR L'AIRE
- ARTICLE 14 – SIGNALISATION RÉGLEMENTAIRE ET COMMERCIALE
- ARTICLE 15 - FLUIDES ET DÉCHETS
- ARTICLE 16 - RESPECT DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES
- ARTICLE 17 – SERVICES OBLIGATOIRES
- ARTICLE 18 – DISTRIBUTION DES SOURCES D'ÉNERGIES USUELLES
- ARTICLE 19 – RESTAURATION
- ARTICLE 20 – BOUTIQUE
- ARTICLE 23 – AUTRES ACTIVITÉS
- ARTICLE 29 – RAPPORT D'EXÉCUTION DE LA CONCESSION

\* \* \*

\*